

*Note de l'auteur : ceci est la retranscription fidèle des propos du discours prononcé par François Bayrou le 25 janvier 2007 à Orléans. François Bayrou parle sans note, en s'adressant directement à son auditoire. Merci.*

Je suis très heureux de vous saluer. Les personnalités éminentes élues présentes dans cette salle. Jacqueline Gourault, sénateur-maire du Loir-et-Cher, doit être arrivée. Maurice Leroy se glisse délicatement au premier rang. Nicolas Perruchot doit nous avoir rejoints. Dès que Jacqueline Gourault arrive, vous la saluerez. Elle vous rejoindra.

Je suis heureux surtout de vous rencontrer. Quelles que soient vos fonctions. Quelles que soient celles que vous avez occupées. A un moment très important pour notre pays, dont chacun sent bien que c'est un moment-clef, qu'il se passe des choses essentielles, nouvelles, qui changent le paysage de cette campagne électorale. Je suis très heureux que nous vivions ce moment ensemble. Voir l'évolution des sondages, la constater aussi spectaculaire, ce n'est pas vraiment une surprise. C'est tout de même une confirmation. Il y a très longtemps que je pense que la France, notre pays, ne peut se satisfaire du choix qu'on souhaite l'obliger de faire. Elle va créer, dessiner un paysage politique nouveau. Mais, avant d'aborder ce sujet, je voudrai simplement faire avec vous la revue du paysage qui est le nôtre. Vous êtes mère de famille, père de famille, salarié, peut-être chômeur, peut-être quelques-uns en situation plus difficile encore, érémitique, ayant l'impression d'être sur le bord de la route. Vous êtes ruraux ou urbains. J'ai passé une partie de la journée avec des médecins. Dans le monde rural, ils ne trouvent pas de successeurs. Personne pour reprendre leur cabinet. Personne pour s'installer à leur place, avec l'impression qu'on vit dans un monde déraisonnable. On ne trouve plus de médecins. Il y a moins de dix ans, on a envoyé 6000 médecins à la retraite, d'office, avec des pensions très importantes, en arguant du principe selon lequel moins nous aurions de médecins, moins d'ordonnances seraient délivrées. Vous riez mais c'est la vérité. Avec, à l'époque, si je crois me souvenir, quelque chose comme 35.000 francs par mois pour qu'ils cessent de travailler. C'étaient des francs, à l'époque. Un pays qui est ainsi incapable d'avoir une vision de long terme, cette situation des médecins qui m'a frappé en atteste : on pourrait penser que s'il y a bien une profession à l'abri, c'est celle de médecins. Yves Clément témoignera avec moi de ce que nous avons vécu tout l'après-midi, c'est-à-dire des sentiments mêlés : fatigue, sensation d'être au bout du rouleau, impression de ne pas voir d'issue. J'avais été très frappé par une enquête que nous avons menée auprès de tous les médecins français. Les médecins nous ont répondu dans des proportions absolument inhabituelles, jamais atteintes pour une enquête de cet ordre sur une partie des Français. Nous avons reçu des dizaines de milliers, cependant que Jacqueline Gourault gagne son siège sous vos applaudissements... Heureusement que tous les départements ne sont pas comme le Loir-et-Cher parce que, comme il y a trois ministrables dans le Loir-et-Cher, si tous les départements français étaient comme celui-ci, il y aurait pléthore. Je les salue donc et les remercie de leur amitié et de leur action. J'en reviens aux médecins. A la lecture de ces milliers de questionnaires, je n'ai pas lu les 30.000 que nous avons reçus, mais tout de même quelques-uns, des centaines, et croyez-moi, lire des centaines de questionnaires de médecins qui font chacun sept ou huit ou dix pages, du point de vue de l'écriture, je ne peux pas féliciter le corps médical français. Du point de vue de la graphie, plutôt. On va utiliser le vocabulaire exact pour que la langue française soit respectée dans une campagne où elle ne l'est guère... Je ferme la parenthèse. Ce qui m'a donc frappé, c'est que toutes ces réponses longues, approfondies commençaient toutes par la même phrase : "C'est la première fois qu'on me demande mon avis." Je me suis dit que je connaissais ce sentiment. Pourtant de la part d'une profession hyper-diplômée, des bac plus 7, 8, 10, 12, 15 même, me glisse-t-on au fond de la salle. De la part de professionnels qui ont l'habitude d'être respectés dans la société. Notables, disait-on pour la plupart d'entre eux. Eh bien, même eux, dans ce système de société où nous vivons, se sentent oubliés, déconsidérés, écartés des décisions qui devraient être les leurs. Depuis, je n'ai jamais cessé de penser à cela.

Il me semble que c'est toute la société française qui a ce sentiment. Sentiment de rupture. Sentiment que les décisions qui sont prises par ceux qui sont de l'autre côté de l'écran de la télévision. Je fais très attention à cela, car il m'arrive moi-même d'être de l'autre côté de l'écran, je me dis qu'il faut faire extrêmement attention pour que ce lien se trouve renoué et qu'une partie de la clef de la campagne électorale que nous vivons, elle est là. Dire des choses rudes et vraies, directement, sans tourner autour du pot. Sans faire de la communication, sans avoir de petites phrases, sans que les discours soient écrits par d'autres. Je vous parle sans papier et je parlerai sans papier pendant toute cette campagne électorale. Parce que je veux qu'on retrouve la vérité du rapport direct entre responsables politiques, candidats et citoyens. Pardon à mes amis, je vais raconter une histoire qu'ils connaissent déjà par cœur, avec laquelle je les assomme depuis des années. On est en 1997. En 1997, comme vous le savez, il y a eu une dissolution. Vous vous souvenez de cet épisode particulièrement réussi de notre vie publique. J'étais ministre de l'Education nationale sortant, donc stupide. Parce que le pouvoir est organisé en France de manière qu'il isole les gouvernants, ils sont dans leur bulle. Ils ne sont plus en contact avec la réalité. Ils ont tous les moyens de l'Etat. Même pour faire campagne, fermez la parenthèse. Ils n'entendent plus la réalité telle qu'elle est. Chaque fois qu'on leur parle, ils se sentent contestés. Ce qui amène à un très grand nombre d'erreurs. Qu'il faudra corriger à tout prix. Dans le mode de fonctionnement, dans le mode de vie. Simplement pour qu'il y ait, dans l'exercice du pouvoir, une simplicité nouvelle. Une sobriété nouvelle. Que les gouvernants soient obligés d'entendre ce qui se passe dans la vie de tous les jours qu'ils ne fréquentent plus dans l'organisation actuelle de la vie publique. Nous sommes donc en 1997. Je fais cette campagne électorale un soir dans un chef-lieu de canton. Il y a là 80 ou 90 personnes. Des habitués des campagnes électorales. A la fin du dialogue instauré, une jeune femme se lève. Timide, impressionnée, avec la voix qui tremble un peu, une très jeune femme. Elle me dit : "Voilà, c'est la première fois que je participe à une réunion publique. Est-ce que je peux dire quelque chose ?" Je lui réponds que ces réunions sont faites pour cela. Elle précise : "Vous allez vous moquer de moi." Je lui promets qu'on ne se moquera pas d'elle. "J'ai 27 ans. J'ai deux enfants. Le mercredi après-midi, ils ne vont pas à l'école. Et donc, je repasse le linge. Je regarde les Questions d'actualité au Gouvernement parce que ça m'intéresse." Il y a beaucoup de gens qui font comme elle. "J'ai deux choses à vous dire, tant pis si ça ne vous plaît pas. La première, c'est que vous vous tenez mal. Vous êtes constamment là à vous insulter, à vous injurier ou à dormir, à vous accuser d'un banc sur l'autre. Si mes enfants se comportaient de la sorte, je ne serais pas contente. Et deuxième chose, tant pis si vous me prenez pour une idiote, je ne comprends rien à ce que vous dites." Ceci a été pour moi une terrible leçon d'éducation civique en direct. La politique s'exprime désormais d'une manière qui fait que les citoyens se sentent exclus. Ce n'est plus leur monde. Des mots compliqués, des concepts, des statistiques, des chiffres... Je n'ai jamais oublié cela. Je considère que j'ai rencontré là, pour moi et pour tous les miens, un défi si important qu'il faut que nous y songions tous les jours. En bureau politique, quand il y a un discours qui part un peu dans tous les sens, je tape sur le micro et je dis : "Le mercredi après-midi, je repasse..." Tous comprennent alors. Je crois qu'ils me haïssent au bout du compte, de leur rappeler ces réalités.

Je souhaite que nous parlions des réalités de notre pays comme cela. De manière que tous les citoyens puissent comprendre, toucher du doigt la réalité de ce qui se passe. Et qu'au moins, s'ils ne sont pas d'accord, ils sachent notre vérité. Qu'on ne dissimule pas les choses. Voilà la raison pour laquelle je vous parle aussi simplement.

Nous sommes un pays dans lequel chacun des chapitres de notre vie commune est aujourd'hui sous le coup d'une menace très importante. Je vais commencer par la première de ces menaces. Je me suis juré que je ne prendrai jamais la parole dans cette campagne électorale, en public ou à la télévision, sans aborder d'abord le chapitre le plus honteux de notre vie publique : nous avons laissé s'accumuler sur la tête de nos enfants une dette telle qu'il est honteux de leur en laisser la charge. Ils vont travailler -j'espère- ils vont faire des efforts. Pendant ce temps, ils auront à rembourser les dettes que nous leur avons laissées. 1153 milliards d'euros. Personne ne peut s'imaginer ce que

représentent 1153 milliards d'euros. Il y a une manière de comprendre ce qu'une telle somme représente : la totalité de l'impôt sur le revenu payé par les Français passe à payer l'intérêt de la dette. Je souhaite qu'on imagine ce que l'on pourrait faire avec une telle somme. Comme équipements pour le pays, comme écoles. De sorte que tout responsable politique qui alignera devant vous de mirobolantes promesses, qui va vous prétendre qu'on donnera de l'argent à ceci, à cela, celui-là est un illusionniste, ou pire un menteur.

Je fais le compte, j'ai du mal à suivre les dizaines de milliards d'euros que les candidats sont en train de promettre. Il y a une vieille phrase politique qui dit que : "Les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent." Je crois qu'elles engagent l'avenir du pays. Quand vous racontez aux gens qu'il existe une baguette magique, que c'est très facile, qu'il suffit de voter pour la personne qui vous fait ces promesses, et du jour au lendemain, tout va s'arranger... Quand on ne parle pas des difficultés qu'on va rencontrer, on trahit quelque chose de tout à fait essentiel pour l'avenir de notre pays. C'est avec cette conscience-là que nous devons aborder les problèmes. Voilà la France. Tout le monde sait où elle en est. Aujourd'hui, l'on vient d'annoncer quelque chose que je sentais venir depuis longtemps : les chiffres du chômage ne correspondent pas du tout à ce que l'on nous avait dit. Le *Canard enchaîné* hier a sorti une information -entre nous, heureusement que le *Canard enchaîné* existe pour qu'on apprenne des choses. Je suis obligé de le dire parce que c'est un journal qui n'a pas toujours bonne réputation. Je considère qu'ils ont toujours été honnête avec moi depuis que je les ai rencontrés. Comme j'ai eu beaucoup d'occasions de vérifier cette honnêteté-là, après tout, il est juste que je le dise- on attendait donc une grande enquête sur le nombre des chômeurs pour le mois de mars. Et soudain, l'institut qui devait la conduire, l'Insee, a annoncé que cette enquête ne sortirait pas en mars, mais en septembre. Je me demande bien pourquoi. Peut-être que la saison sera plus favorable. En réalité, l'hebdomadaire a fait son enquête et a appris pourquoi. Au lieu d'avoir des chiffres du chômage à 8,6%, comme on nous disait qu'il était descendu dans une chute quasi-vertigineuse, en réalité, on apprend que les chiffres du chômage n'ont pas bougé d'une unité, que nous sommes toujours au chiffre que nous connaissions il y a un an déjà. Ceci n'est une surprise pour aucun d'entre nous. Parce que dans tous les villages et dans tous les quartiers, nous savons bien que le chômage n'a pas reculé. Que si les chiffres ont bougé, c'est parce qu'il y a des personnes de plus en plus nombreuses qui partent à la retraite. Je veux rappeler un chiffre terrible pour la France. Dans notre pays, une personne sur deux, au moment de partir à la retraite, n'a plus d'emploi. En pré-retraite, en fin de chômage, une personne sur deux, c'est dire à quel point les problèmes sont grands.

Et puis nous avons l'exclusion. Je veux en dire un mot parce que très souvent, ils ne sont pas dans nos réunions publiques. Les femmes et les hommes qui, après des années de RMI, 1,3 million aujourd'hui, 300.000 de plus qu'il y a cinq ans, qui n'osent plus sortir. Qui n'osent plus rencontrer leurs voisins. Qui s'arrangent pour les éviter. Ceux qui souvent ne se lèvent plus le matin parce qu'il y a une lente glissade qui fait qu'on ne retrouve plus la femme ou l'homme qu'on était simplement parce que l'on se sent écarté au bord du chemin. C'est aussi la France d'aujourd'hui.

Si je regarde tout cela, déficit, emploi, chômage, exclusion, je me dis que nous avons devant nous des défis immenses à relever. C'est de tout cela que je voudrais vous parler en vous proposant des solutions concrètes, pratiques, celles que nous avons trouvées pour que notre pays s'en sorte, qu'il redevienne ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être. Enviable, heureux, positif, enfin tout ce qui nous manque aujourd'hui.

La première des choses à faire pour moi est de recentrer le pays sur l'éducation. Je mets ce mot en premier et je le mettrai en premier également dans le soutien qu'il faut apporter à celles et ceux dont tout le monde dit du mal, qu'on cible comme s'ils étaient porteurs de tous les péchés de l'univers. Qu'on traite de paresseux, feignants, de ne pas travailler assez. Je voudrais voir devant une classe ceux qui articulent de telles accusations. Je sais que je ne fais pas plaisir à tout le monde en disant cela. Je sais que beaucoup aimeraient que je relaie ces accusations. Moi, je pense

à ceux qui sont devant les classes comme elles sont maintenant. Des choses lourdes de conséquences qu'ils ont à affronter.

J'étais ministre de l'Education. J'étais tarabusté par une idée depuis longtemps, qui était celle-ci : pourquoi des enfants issus de milieux favorisés par la situation matérielle ou la situation intellectuelle, échouent-ils ? Et pourquoi d'autres, de milieux très défavorisés quelque fois, réussissent-ils ? Ce n'est pas la majorité dans chaque camp. Mais cela m'intéressait de savoir quelles étaient ces exceptions. La réponse de l'enquête fut formidable. Je vous la livre parce qu'elle est une des clefs de la relation entre l'Education nationale et notre pays. Réussissent les enfants dans les familles desquelles l'école est estimée, admirée et soutenue. Echouent les enfants dans les familles desquelles l'école est critiquée, traitée comme secondaire. Ce qui est vrai pour les familles, c'est vrai pour la Nation. La première des choses que nous avons à entreprendre pour rétablir le contrat de confiance entre les citoyens et la nation, c'est estimer et soutenir l'Education nationale au lieu de la stipendier perpétuellement. Cependant, cela ne suffit pas. Je considère que l'importance de l'Education et incidemment de la Recherche -c'est dans le prolongement. Quand j'étais ministre, je disais que j'étais ministre de la maternelle au Collège de France. Je trouvais cela assez chic.- Dire en priorité : vous aurez les moyens de votre travail. Nous vous garantissons que nous ne ferons pas la chasse au poste à supprimer. On va faire ce qu'il faut pour que vous ayez les moyens de votre travail. On le prévoira sur plusieurs années. Mais en échange, nous prendrons des engagements devant la nation sur des objectifs à atteindre qui ne le sont pas aujourd'hui. Par exemple, je suis pour que l'on garantisse que tous les enfants qui entrent en sixième maîtrisent la lecture, l'écriture et le calcul. Ce, au moment d'entrer en sixième. C'est un changement lourd de conséquences. Parce que dès l'instant où l'on va vérifier que ces enfants maîtrisent ces techniques élémentaires, cela signifie que l'on est obligé de repérer ceux qui sont en difficultés bien des années avant. Des années avant, on va devoir comprendre les raisons pour lesquelles ils sont en difficulté. Qui ne sont pas toujours des raisons scolaires. Il y a des enfants cassés par la vie, par l'explosion de leur famille ou des événements plus graves encore. Il faudra de gros efforts pour essayer de rebâtir ces enfants pendant qu'il en est encore temps. Autrement dit, l'école primaire va devenir en effet un moment où l'on accorde une attention à l'enfant qui ne sera pas une attention mécanique, une attention déshumanisée. On va devoir rebâtir les relations à l'école primaire. Chaque enfant est unique, à chacun sa solution. Se fixer comme objectif non pas 95% mais 100% des enfants qui maîtrisent les outils de base à l'âge de 11 ans, au moment d'entrer en sixième. C'est à la hauteur de ce que la Nation doit faire. Et que l'on ne vienne pas me dire que c'est impossible ou que c'est idéaliste ou que c'est utopique. Il y a ici des générations de femmes et d'hommes qui savent que la République française a agi de la sorte pendant plus d'un siècle et demie. Que tous les enfants, au moment du certificat d'études, avaient cette maîtrise élémentaire des outils de base. Si quelqu'un passe par notre siège rue de l'Université à Paris, je l'invite à faire trois pas de plus, il y a un chocolatier au coin de la rue. Il s'appelle Michel Chaudun. D'ailleurs de cette région du Loiret. Il a fait quelque chose de formidable. J'invite les caméras qui sont au fond de la salle à aller le filmer : il a installé ses cahiers d'écolier en vitrine. Il doit avoir soixante-cinq ans. Il avait conservé tous ses cahiers d'écoliers et les photos de classe correspondantes. Il en est sorti avec le certificat d'études. Tous ses cahiers sont en vitrine. Je souhaiterais que vous alliez les voir. Que vous réalisiez le soin, le travail formidable qu'était celui des instituteurs et des enfants pourtant pas toujours des enfants d'un niveau culturel incroyable. Mais cet effort de la Nation, des hussards noirs de la République, visant à ce que tous les enfants de France, à l'exception de ceux qui souffrent de problèmes cognitifs, ils n'étaient que la marge, était immense . Nous devons aussi réfléchir aussi à la manière dont, entre ministres, on envisage l'enseignement. Certains affirment qu'il faut enseigner de telle manière, d'autres encore qui voudraient prendre une autre voie. Mon idée est que ce n'est pas vraiment le boulot des ministres de dire comment il faut enseigner. Je ne veux pas dire du mal de l'un ou de l'autre. Mais ce devrait être le travail des ministres de mettre au point un outil de mesure des différentes méthodes d'enseignement. Au lieu de dire : il faut agir ainsi, ce qui est entre nous, est un risque incroyable. Quand vous dites que telle méthode doit être appliquée, d'abord, cela rappelle l'Union soviétique d'autrefois. Puis vous prenez le risque que

votre successeur dise le contraire. Avec la même légitimité. Qu'est-ce qui empêchera à ce moment-là d'appliquer les mêmes sanctions à ceux qui ne suivent pas les instructions du ministre B alors qu'on avait sanctionné ceux qui ne suivaient pas les consignes du ministre A ? J'ai toujours considéré qu'il y avait quelque chose de dangereux dans cette manière française qui consiste à imaginer que l'Etat doit décider de tout. C'est à Paris que l'on décide de tout. Ce n'est pas ainsi que cela devrait se passer. On devrait décider de tout sur le terrain. En suivant les éléments objectifs permettant à chacun de comprendre qu'il peut améliorer sa manière de faire. Il y a un énorme travail à conduire de ce point de vue.

Le deuxième travail à entreprendre, c'est le respect de la discipline scolaire dans les collèges et lycées de France. Je sais bien que cela ne va pas dans le sens du vent. J'ai été très troublé ces temps-ci. Personne ne peut soupçonner en moi un ennemi de l'enseignement privé. J'ai pris suffisamment de risques pour être objectif et compréhensif en la matière pour pouvoir prétendre que je suis partisan de la liberté de l'enseignement. Mais je suis infiniment troublé. Comme vous le savez, cela fait des années que je parcours la France en tout sens. Depuis un an, chaque fois que je vais dans un quartier en difficulté, que je rencontre des mères et des pères de familles immigrées, musulmanes, presque à chaque fois, ils me disent : "Nous avons enlevé nos enfants de l'enseignement public et nous les avons mis dans l'école privée. Parce qu'à l'école publique, ils ne sont pas en sécurité." Je souhaite que l'on réfléchisse à cela. Juste j'enlève ma veste parce qu'il fait un tout petit peu trop chaud sous les projecteurs. Je ne connais pas de défaites plus impressionnantes pour l'idéal de l'école publique que celles de voir des parents parmi les plus pauvres, les plus en difficultés, convenir, affirmer que leurs enfants ne sont plus en sécurité à l'intérieur des murs de l'école. Il y a là quelque chose qui pour moi, relève purement et simplement de l'insupportable. Je considère que cette discipline élémentaire qui veut dire : respect des autres, tu es obligé de respecter les autres, ça ne se discute pas. J'ai vu dans Libération il y a quelques semaines un collège de la banlieue lyonnaise qui s'est mis en grève, le collège Alain, je crois, parce que la cour, les classes et les trottoirs étaient maculés de crachats. Je considère que lorsque l'école publique en arrive là, on a un problème qui doit simplement appeler de la part de ses responsables un seul mot : ça suffit !

On ne peut plus l'accepter. On peut essayer de comprendre, certes. Donc je pense que nous devrions dire que quand il y a des enfants qui déstabilisent un collège, qui font régner dans la cour de récréation tout ce que vous savez, racket, etc, ils sont peu nombreux, en général, ces enfants doivent être sortis du collège avec une pédagogie adaptée avec des éducateurs de manière à ce qu'ils retrouvent les repères qu'ils ont perdus et sans lesquels ils sont en situation de non-assistance à personne en danger. En disant cela, j'estime être plus progressiste que les plus progressistes, plus généreux que les plus généreux, parce que ce qui est "dégueulasse", c'est de les abandonner dans cette situation où ils vont glisser et disparaître. Il y a la fausse générosité et il y a la vraie générosité. La vraie générosité, c'est celle-là. Ça consiste à dire qu'on va reconstruire ensemble. "Notre établissement, ta personnalité." J'évoque le sort de centaines et de centaines de collèges dans les quartiers les plus difficiles, dans les ZEP. Maintenant, on dit "ambition-réussite"... c'est la manière administrative de dire le contraire pour qu'on ne soit pas effrayé par les mots et la réalité. La deuxième étape que l'on doit franchir partout sur le territoire de la République, c'est offrir aux élèves qui ont les qualités pour réussir des chances de parcours scolaires exceptionnels. Il faut pour tous, la garantie qu'on va avoir un niveau scolaire convenable et la sécurité, la discipline, le respect réciproque. Et dans chaque collège, que ce soit à la Source à Orléans ou partout ailleurs, un enfant à l'esprit éveillé, à l'envie de travailler, qui a la chance d'avoir ces qualités, se voit offrir exactement le même genre de réussite scolaire que s'il était scolarisé à Henri IV à Paris. Obligation pour la République. C'est cela, l'ascenseur social. L'ascenseur social ne consiste pas à dire que vous êtes bon, donc on va vous enlever du collège où vous étiez, on va vous mettre dans le meilleur établissement de centre-ville. C'est exactement le contraire. L'ascenseur social, c'est : vous êtes bons, vous resterez au milieu de vos camarades et de votre famille. Là encore, que l'on ne me dise pas que c'est impossible, nous l'avons fait pendant des générations. Au petit lycée de Nay, dans les

Basses-Pyrénées, un endroit qui comptait une poignée d'élèves, on enseignait dans mon enfance le latin, le grec, l'allemand, le russe. C'est ainsi que des fils de paysans comme j'étais ont pu faire un parcours qu'on appelait les Humanités classiques. Et ainsi avoir le minimum du minimum pour défendre ses chances dans la vie. Eh bien cela est un devoir pour la République. Garantir à tous le minimum convenable. La sécurité, la discipline, le bon climat, le respect réciproque et aux meilleurs, aux plus motivés, aux plus déliés intellectuellement, la chance de la réussite. Si l'on y parvient, le collège français est sauvé. Il n'est plus le maillon faible, il devient le maillon fort puisqu'il est partout sur le territoire national. Puisque 100% des élèves sont scolarisés. Nous devons retrouver pour tout le monde le niveau brillant qui était celui du certificat d'études autrefois. Parce que c'était un niveau brillant pour la Nation. Ce n'était pas rien. Le brevet des collèges non plus. Regardons maintenant l'avenir : je sais que si nous n'avons pas les jeunes les mieux formés, nous ne pourrons pas lutter efficacement dans la mondialisation. C'est simple comme bonjour.

Le lycée aussi est un terre de reconquête, j'y reviendrai. Je veux simplement vous dire en une phrase que l'on ne peut laisser l'Université en l'état actuel. Elle manque cruellement de moyens. Cela entraîne un drame dans la Nation. L'université, pendant des générations, fut la clef de l'émancipation. Le contrat républicain, en France, était simple : si les enfants travaillent bien, ils auront une meilleure situation que leurs parents. Je me souviens de ma mère quand j'ai eu ma licence. D'abord, elle était fière, évidemment. Au moins, pourras-tu toujours enseigner, m'a-t-elle dit. Pour elle, la licence signifiait que c'était bon, on avait atteint le palier de l'enseignement. Peut-être qu'il faudrait passer par maître-auxiliaire, mais au moins tu pourras toujours enseigner. La société française a vécu avec ce contrat. C'est pourquoi c'est tellement cruel d'avoir dans les familles des bacs plus cinq, six, sept au chômage. On leur offre un contrat d'avenir, encore un de ces mots qui disent le contraire de ce que c'est. 26 heures par semaine pour 750 euros. Des jeunes qui ne voient pas d'issues au-delà de cela. Je ne dis pas qu'il ne faut pas le faire. Mais ça ne résout rien. Nous avons donc un immense travail de reconstruction avec l'Université à entreprendre. Il y faudra beaucoup de moyens. Personne ne comprend plus rien à son fonctionnement. Parce qu'il y a des conseils dans tous les sens, sans légitimité réelle. Parce qu'on est à la traîne. Il faudra la changer avec cette idée qu'il ne suffit pas de donner un diplôme aux jeunes, on doit aussi leur expliquer qu'ils doivent apprendre un métier. Le diplôme ne garantit plus le métier. On a oublié de le dire à tout le monde. On continue de faire croire au vieux contrat. Mais on devra mettre en place des formations qui conduisent à un métier à partir de l'Université. A partir des différents étages de l'Université. Tu peux trouver un métier si tu suis telle filière professionnalisante. Les entreprises aussi devront s'engager. Il ne suffit pas de demander à l'Université de régler tous les problèmes à la place de la Nation. Vous voyez bien que bâtir une Université à vocation professionnelle à côté de l'Université à vocation académique, faire en sorte que des parcours se créent, c'est un énorme travail, mais c'est répondre à la vraie question.

De même que c'est répondre à la vraie question que de résoudre l'épineuse question de la recherche en France. Absolument nécessaire pour notre avenir. Sans recherche, nous ne gagnerons pas non plus la compétition qui est la nôtre. Je voulais commencer par l'éducation. Avec des engagements qui entraîneront de notre part garanties de moyens. Si l'on garantit des efforts pour l'éducation, nous devons consentir des économies dans d'autres secteurs. Notamment dans l'administration de papier, cet immense poids en France.

Je veux aussi évoquer l'exclusion. J'ai déjà parlé des personnes qui reçoivent des minimas sociaux qui décrochent peu à peu. Il faut une politique nationale de lutte contre l'exclusion. Je vous en donne les termes concrets. Selon moi, on n'est pas quitte avec une personne quand on lui a donné un chèque de 388 euros. C'est le revenu minimum. RM. Mais l, on l'a complètement oublié. Revenu minimum d'insertion. Je suis pour qu'on offre à toutes les personnes qui sont dans ces situations d'abandon une activité au service de la collectivité. Qu'elles aient toutes la possibilité de retrouver ce regard sur elles-mêmes. Que de nouveau, elles se voient comme quelqu'un d'utile et respecté au lieu de se voir comme quelqu'un d'inutile et de méprisé. Il y a tellement de choses à faire dans

notre société au service de la collectivité. Qui ne sont assumées par personne. Les personnes âgées dans les gares ou les aéroports, par exemple. Quand on est seul et que plus personne ne vient vous voir. Je lisais ce témoignage d'une vieille dame : "Je guette par l'œilleton de la porte pour voir quand la porte sur le palier de mon voisin va s'ouvrir et je fais semblant de sortir pour dire au moins une fois bonjour à quelqu'un dans la journée." Ce ne serait pas rien que cette personne rencontre quelqu'un. Pour l'aider à faire ses courses. Pour lui tenir compagnie. Pour lui faire faire une ballade en voiture. On pourrait aussi avoir des personnes qui surveillent la sortie des écoles. Ou la cantine.

Vous savez qu'il y a des informaticiens au RMI. Pourquoi pas animer des clubs d'informatique ? Autrement dit, au lieu de poser la question : qu'est-ce que tu dois recevoir, on accompagne cette question de : qu'est-ce que tu peux donner ? C'est changer complètement la relation avec la personne, la perspective. D'abord parce qu'il arrondira ses fins de mois et que ce ne sera pas de trop dans la disette et le surendettement où ils sont souvent plongés... mais surtout parce qu'on ne les considèrera plus comme des pauvres, mais comme des riches. Des riches non pas financièrement, mais des riches humainement. Qui ont quelque chose à donner. Je ne partage pas la présentation de ceux qui laissent entendre qu'au fond, s'ils en sont là, c'est un peu de leur faute. Je sais bien que c'est à la mode de dire cela dans quelques milieux. Mais pour moi, qui en ai vu beaucoup, je sais que la frontière entre réussir et décrocher est très ténue. Merci d'applaudir ce propos. Parce que j'entends tellement dans certains meetings dire : il y a ceux qui se lèvent le matin et ceux qui ne se lèvent pas le matin et il y en a marre que ceux qui se lèvent payent pour ceux qui ne se lèvent pas le matin. Je sais qu'elle fait plaisir à des gens. Ils sentent qu'il y a des choses qui ne vont plus, et c'est vrai. Mais je vous jure qu'il y a beaucoup de gens qui préféreraient être parmi ceux qui se lèvent le matin.

Donc activité universelle. Cela va demander des coups de main de la part de toutes les collectivités locales, de toutes les associations, de tout le tissu bénévole français simplement pour que l'on remette la Nation sur pieds. Sinon, on va au-devant de quelque chose de mauvais de tous ces gens à l'abandon.

L'éducation, l'exclusion, l'emploi maintenant. Toujours avec du concret. Je suis persuadé aujourd'hui que l'on doit donner un ballon d'oxygène à l'emploi. Parce que tout ce que nous racontons là, ça ne bougera pas s'il n'y a pas de changements profonds de cet équilibre entre emploi et chômage. Je propose une idée très simple dont on verra vite si elle fonctionne ou pas, qu'on pourra juger au bout de quelques mois : toutes les entreprises sans exception, sans différence de taille, d'activité, toutes, artisanales, commerçantes, aient le droit de créer deux emplois sans charge pendant cinq ans. Je ne m'inscris pas dans la politique actuelle d'allègement de charges sur les bas salaires ! Je prétends qu'il faut les faire sur tous les salaires. Parce que si vous concentrez tous les avantages sur les bas salaires, le nombre des bas salaires augmente. Vous avez fabriqué un piège à SMIC. Je propose de faire respirer tout cela. Il y a deux publics qui doivent écouter attentivement cette proposition. Les chefs de PME-PMI, évidemment, mais surtout les jeunes diplômés ou pas. Parce que manquant d'expérience, l'entreprise considère qu'ils leur coûteront plus chers que ce que vous rapporterez. Demander de l'expérience, c'est d'ailleurs "dingue" quand on demande un jeune qui par définition n'aura pas de première expérience. Les jeunes donc, et les plus de cinquante ans. Parce que les plus de cinquante ans, dont on parle beaucoup, sont au chômage pour la raison que tout le monde connaît et que personne ne veut dire : à leur âge, ils coûtent trop chers. Ils ont progressé dans la carrière. Ils aspirent à des salaires compréhensibles. Simplement, cela plus les charges, l'entreprise préfère embaucher deux jeunes, renouvelés, avec plus de force de travail. On laisse donc sur le bord de la route les plus de cinquante ans. Or, on ne peut pas continuer à avoir la moitié des plus de cinquante ans au chômage. Deux emplois sans charges par entreprises. Cela s'explique à la télévision en trente secondes. Sans charges, j'exagère, il y a 10% quand même pour les retraites, un autre grand sujet à traiter. C'est donc là, en matière d'emploi, une proposition concrète pour faire avancer les choses.

Je ne suis pas pour qu'on augmente les impôts. Et je ne suis pas de ceux qui vous feront croire qu'on les baissera. L'une et l'autre voies sont des mensonges. Tout simplement parce que nous sommes les recordmans du monde des prélèvements obligatoires. Nous sommes juste dépassés par la Suède, mais qui elle les descend. Nous, nous montons. Quand dans un pays, on prélève la moitié des fruits du travail, charges sociales, impôts locaux, nationaux, la TVA, les gens s'en vont. Spécialement ceux qui sont les plus riches. Je suis donc pour que l'on dise que ces prélèvements obligatoires ne peuvent pas être augmentés. Arrêtons de recréer de nouveaux impôts. Et je dis aux autres qui pensent que l'on va dépenser soixante milliards de plus et prélever soixante milliards de moins. Chez moi, la somme fait 120. Et 120 milliards d'euros, c'est trois fois le déficit annuel de la France. On ne va pas encore alourdir cette dette qui nous pèse tant, simplement parce qu'on aura faire briller les yeux des gens avec des promesses intenable.

Notre travail est donc de mieux gérer l'argent public. Je m'engage à faire inscrire dans la Constitution de la France l'interdiction pour tout gouvernement présent et à venir de présenter un budget en déficit de fonctionnement. Les économistes puristes me chicaneront un peu sur ce point. Je leur donnerais raison, sauf en période de récession quand on considère qu'il faut mettre de l'argent dans la machine pour la faire tourner. Mais ce seront, je l'espère, des situations rares et qui ne correspondent pas à cet impératif de sérieux et de rigueur que nous devons avoir.

Je vais vous dire quelque chose : on ne peut pas faire reporter la charge de notre vie quotidienne sur la tête des jeunes qui sont là. On ne peut pas. Parce que non seulement ils devront payer la dette financière du pays, mais en plus, une autre dette pèse sur eux, la dette démographique. Si lourde qu'elle devrait au moins exiger de nous que nous n'y ajoutions pas une dette financière. Nous sommes là encore dans une non-assistance à génération en danger. Je n'ai pas envie que cela dure pour notre pays.

L'éducation, l'exclusion, l'emploi, l'environnement à présent. Cela a été beaucoup à la mode ces temps-ci avec Nicolas Hulot. C'est la première fois dans l'Histoire de l'Humanité que ces problèmes concernent l'espèce humaine. Je souhaite me tromper, bien entendu. Des espèces ont disparu. Les dinosaures -en politique, il en reste encore- ont disparu. Beaucoup d'autres espèces aussi. L'Homme est aujourd'hui devant un grand rendez-vous. A cause de notre activité, ingéniosité, il est arrivé quelque chose que jamais personne n'aurait pu imaginer dans l'Histoire des siècles, même les génies les plus importants, c'est que nous avons brûlé en un peu plus d'un siècle la presque totalité du carbone fossile qui s'était accumulé sur la petite planète Terre dans les millions d'années qui ont précédées notre arrivée. Tout ce carbone se retrouve dans l'atmosphère sous forme de CO<sub>2</sub>. Cela perturbe considérablement le climat. La question qui se pose maintenant à nous, c'est : est-ce que nous devons ignorer cette menace ou au contraire la traiter ? Je m'empresse de dire qu'on ne peut pas la traiter uniquement à l'intérieur des frontières de la France. Parce que, quand bien même nous cesserions tous ensemble de respirer, nous cesserions d'émettre des gaz à effet de serre, toute activité cesserait en France, l'atmosphère ne changerait pas car l'air se déplace à des vitesses considérables jusque et y compris hors de nos frontières. Donc nous respirons l'air des autres. C'est toute l'Humanité qui doit mettre cela devant Elle. Mais nous pouvons donner l'exemple, notamment en décidant d'avoir une politique sérieuse d'économie d'énergie. Si par exemple dans votre voiture, vous avez un compteur de consommation instantanée, vous branchez le compteur et vous faites mille kilomètres. Vous débranchez le compteur et vous refaites ces mille kilomètres en faisant attention sur la route. Economie : 15%. Sept litres dans un cas, six litres dans l'autre. Voyons. Si simplement en branchant un indicateur, on arrive à faire des économies de cet ordre, alors il y a des économies d'énergie qui ne coûtent rien ! Et qui peuvent rapporter beaucoup. Si les pétroliers sont plus ou moins d'accord avec cette affirmation, je leur en reconnais le droit, mais nous citoyens, devons aller vers des économies d'énergie. Et puis le fret doit aller sur le train et les canaux. Plus sur les routes. Nous ne pouvons plus nous permettre d'avoir les thromboses à camion que représentent nos autoroutes aujourd'hui.

Nous avons les moyens de financer les voies de chemins de fer, le ferroutage, etc. Or, nous avons commis la faute d'abandonner ce moyen. J'ai été le seul à m'opposer à la privatisation des autoroutes. Aujourd'hui, tous les journaux économiques notent que les autoroutes sont devenues une "pompe à cash", comme ils disent. Cela crache de l'argent liquide en veux-tu, en voilà. Simplement, cet argent part dans des intérêts privés au lieu que cela soit dans les poches des citoyens et de la France pour financer ces équipements. On me demandait si je reviendrais sur la privatisation des autoroutes. Hélas, non ! Nous n'avons plus d'argent pour racheter les sociétés. Le pays est ruiné. Voilà ce qui se passe lorsque l'on pratique des politiques à courte vue et qu'on n'écoute pas ceux qui, après tout, peuvent faire entendre une voix de bon sens.

Je suis évidemment pour l'extension des énergies renouvelables de substitution. Je ne parlerai pas des éoliennes dans la région Centre... M'étant promené sur les routes de la région, il m'a semblé qu'il y en avait quelques-unes. Je dois à la vérité de dire que je trouve cela beau, mais je me sais minoritaire. Les gens qui habitent à côté ne sont pas contents. Il faut aussi prendre cela en compte.

Le solaire... Je ne parviens pas à comprendre pourquoi un pays comme le nôtre ne se sert pas de ses vastes toitures pour mettre des capteurs solaires. Le capteur solaire ne coûte pas cher. Cela coûte cher au début. Après, ça dure une éternité et ça vous fournit de l'énergie sous forme d'eau chaude. Un jour, nous aurons des cellules photovoltaïques que nous fabriquons en France et qui sortiront 200 Watts au mètre carré, en continu quand il fait soleil. Ce qui dans les Pyrénées est vérifié presque tous les jours. On aura à bâtir une grande politique du solaire.

Je souhaiterais m'arrêter une seconde sur les énergies renouvelables agricoles. Ce n'est pas simplement par amour, mais aussi par raison que je pense que nous devons défendre notre agriculture et que nous avons désormais une chance formidable de pouvoir le faire. Il faudra changer la politique agricole commune, ce qui n'est pas une mince affaire. Pendant très longtemps, on a vécu l'agriculture comme un secteur en déclin. Aujourd'hui, l'on devrait vivre l'agriculture comme un secteur porteur d'espoir. Pour deux raisons principales : la première, l'accroissement phénoménal de la population mondiale, de 6 à 9 milliards d'individus. On meurt moins. Donc, il faudra les nourrir. Or, la mer ne peut nourrir plus qu'elle ne nourrit aujourd'hui. J'ai cru pendant longtemps qu'on allait pouvoir faire de l'aquaculture. Jusqu'au jour où j'ai appris que pour faire un kilo de poisson en aquaculture, il fallait quatre kilos et demie de farine de poisson. C'est très sérieux. Tant que l'on n'aura pas trouvé le moyen de nourrir le poisson de culture avec des produits de la terre, on ne pourra pas nourrir les hommes avec plus de poissons qu'aujourd'hui. Les pêcheurs néanmoins ne doivent pas perdre espoir. Si on ne peut pas tirer plus de poissons de la mer, cela signifie que le prix va monter.

Donc c'est à la terre de nourrir les Terriens. Il leur faut donc une agriculture solide. Partout dans le monde. Et cela me permet d'ouvrir une parenthèse : nous sommes irresponsables avec l'Afrique. Nous sommes criminels avec l'Afrique. Ce n'est pas la peine de parler de maîtrise de l'immigration si nous laissons l'Afrique dans l'état de misère et de dénuement dans lequel elle se trouve. Depuis que le monde est monde, chaque fois que vous avez des pauvres, des miséreux, des abandonnés, des mourants de faim, à quelques centaines de kilomètres des riches, les pauvres iront chez les riches. Vous aurez beau construire des murs, des miradors, des barbelés, tout ce qui peut s'apparenter à : je vais les empêcher d'entrer, ils entreront. En rampant, en nageant, en escaladant les murailles, ils risqueront de mourir. Contre la certitude de mourir s'ils restent chez eux. Nous sommes fautifs parce que nous avons déversés toutes nos productions, notamment agricoles, à des prix honteusement bradés sur un continent où, évidemment, les producteurs locaux ne pouvaient pas suivre l'effondrement des prix. Nous avons effondré les prix agricoles à cause d'une politique pas sérieuse. Américains et Européens. Et encore, nous avons fait la course... Nous leur apportons des céréales dix fois moins cher qu'eux ne les produisent. Comme tout le monde, les consommateurs achètent les céréales toutes faites et moins chères. Les producteurs sont arrachés à leur terre, envoyés dans des bidonvilles. En cinq ans, ils ont tout perdu. Leur repère, parfois leur

vie avec le sida qui rôde. Et l'Afrique est dans le désarroi qui est le sien aujourd'hui. Je souhaite donc une autre politique pour l'Afrique. Un : je vous aide, avec un plan Marshall bis, et deux, je protège vos marchés de telle sorte que vous puissiez produire, vendre et vivre dans vos pays respectifs. Je tiens ici des propos quasiment gauchistes. Mais pour moi, c'est le seul moyen de s'en sortir. Je n'en vois pas d'autre. Qui peut prétendre qu'en les laissant dans l'état où ils sont, ils renonceront parce que nous avons un ministre de l'Intérieur coiffé d'un képi peut-être un peu plus voyant que les autres ? Ca n'existera pas. J'ai l'air de plaisanter, mais c'est une question grave. On lutte contre les symptômes, jamais les causes.

Je reviens à l'agriculture. Il faut donc nourrir l'Humanité. Garantir le droit de chacun de pouvoir vivre dans un tissu économique tel que les paysans n'y perdront pas âme et emploi. Que les paysages gardent leur attrait. Naturellement, il faut avoir une politique qui permette de maintenir les productions à flots. Jusqu'à maintenant, nous n'avions que la jachère. On leur disait d'abandonner 10 ou 20% de leur pays. Cela crevait le coeur à tout le monde. Aujourd'hui, une révolution s'est produite. On peut demander de faire sur ces territoires un peu de culture qui conduira à des carburants écologiques ou des produits de première nécessité pour la chimie écologique qui seront le fruit de la terre et non du pétrole. Nous avons des usines de biocarburants en construction, nous avons bien raison de le faire. Nous devons aller plus loin, je vous invite à passer de l'autre côté du Rhin en Allemagne. Le biodiesel en Allemagne vaut 30% de moins que le diesel normal. C'est une politique d'encouragement à des productions nouvelles. Nous avons raison. On réalise bien qu'à ce compte, on peut régler, comme on règle un transistor, les productions agricoles. Si on en a plus besoin, on fera de l'agriculture, si le besoin est moindre, on s'en servira pour produire de la bio-industrie. C'est une politique nouvelle, visionnaire, qui prend l'avenir en compte au lieu de vivre à coup de subventions dont nous savons qu'elles ne sont pas tenables au bout du compte, car elles amènent les consommateurs à détester les paysans. Eux-mêmes se dévalorisent, personne ne s'y retrouve. Parce que paysan, c'était un métier debout. Voilà, c'est ainsi. On était maître chez soi. Sur son tracteur, personne ne venait vous embêter. Je suis au fond assez fier qu'il y ait encore des traces de cette culture en France.

La politique existe. Les défis sont là mais la politique existe. J'en viens à ma conclusion. Si nous continuons à traiter les problèmes sous l'angle stupide et dépassé de droite contre gauche, UMP contre PS, nous n'avons aucune chance de sortir le pays du drame dans lequel il vit. Je sais les forces qui ont intérêt à ce que cela dure ainsi. D'abord, les deux en question. C'est un monopole à deux. Une fois à toi, une fois à moi. C'est relativement confortable. Peut-être n'aurais-je pas produit ainsi cet effort de comprendre la situation du pays si je m'étais retrouvé dans ce jeu.

Tout ce que propose l'un, l'autre est contre. Ils expliquent au pays que c'est la pire des solutions. Etatiste pour les uns, ultra-libéral pour les autres, etc. C'est du baratin évidemment, mais du baratin mis en scène pour que le système perde. Il n'empêche que ça démolit tout ce qui se fait. Quand il y a alternance, et ce fut le cas à toutes les élections, petite alternance, UMP-PS, PS -UMP, mais on va leur proposer cette fois-ci, une grande alternance. Quand il y a petite alternance donc, ceux qui arrivent défont ce qu'avaient construit les premiers. Ce faire et défaire nuit au pays. Toutes les grandes réformes exigent du temps. Croit-on qu'on peut régler les problèmes de l'éducation en deux ans ? La durée moyenne d'un ministre de l'Education, c'est dix-huit mois. Heureusement qu'il en est qui sont restés un peu plus longtemps... La perpétuelle destruction est impossible à supporter pour nos compatriotes. Surtout que les partis dits majoritaires sont en fait très minoritaires. Au mieux, ils font trente. Ce qui est assez loin de la majorité. Les extrêmes d'un côté, les extrêmes de l'autre... De sorte que l'on commence à trente, on se retrouve à vingt. On a donc 80% de la Nation contre soi. Aucune réforme ne peut passer quand on a contre soi 80% de la population.

Elu président de la République, je constituerai un gouvernement dans lequel seront représentés les sensibilités différentes de notre pays, d'un bord ou de l'autre. Pourvu qu'ils soient compétents et

qu'ils acceptent le programme que nous mettrons en place. Naturellement, c'est une révolution. Naturellement, d'aucuns vous disent qu'il faut choisir ou l'un ou l'autre. Un humoriste américain disait un jour en regardant deux élus s'affronter : "Il y en aura au moins un qui ne sera pas élu..." Nous avons la chance, dans notre pays, d'avoir une élection à deux tours. Cette chance, c'est qu'aucun des deux ne soit élu. De ces deux candidats qu'on nous assène tout le temps, et je le dis avec calme et pondération, beaucoup de Français ne leur font pas confiance. Je suis persuadé que ce sentiment est assez partagé. En face d'eux, nous ne défendons pas seulement une étiquette, un parti, nous défendons une approche nouvelle de la politique. Radicalement nouvelle ! Même vous, vous auriez pensé il y a encore peu que c'était utopiste, idéaliste. De l'autre côté du Rhin, il suffit de faire quelques centaines de kilomètres, les électeurs allemands ont obligé les partis au pouvoir à s'unir. Ce ne sont pas les partis qui ont pris cette décision. Les partis ont fait leur campagne comme les deux nôtres en disant que non seulement, ils n'avaient rien en commun, mais que l'autre était l'abomination. Qu'il n'y avait pire sort pour le pays que de se retrouver dans les bras de celui d'en face. Les électeurs ont fait ce qu'il fallait. La loi électorale allemande permet aux électeurs de demander cela. En France, nous n'avons pas le même mode de scrutin. Mais nous avons l'élection présidentielle. Nous avons le moyen, le 22 avril et le 6 mai, de dire que nous voulons rompre avec vos 25 années d'échecs et de querelles. Nous voulons que la France choisisse cette voie nouvelle qui amènera à son redressement. Réfléchissez bien à ceci. C'est une voie nouvelle d'abord parce qu'au lieu d'organiser l'affrontement des compétences, je veux les rassembler. Quelle est par exemple l'entreprise qui fonctionnerait si on décrétait un jour que ne peuvent y travailler que ceux qui ont telle ou telle carte ? Quel pays peut ainsi vivre ? Cela changerait profondément la nature de l'élection. Si les Français, comme je le crois, choisissaient ce mode de fonctionnement, il n'y aurait pas de vaincus. Puisque tout le monde est assuré que ses valeurs, ses convictions auront leurs chances dans le gouvernement nouveau, pourvu qu'il décide de le soutenir et d'y entrer. Je considère qu'il y a des valeurs de droite qui sont dignes et dont nous avons besoin, il y a des valeurs de gauche dignes et dont nous avons besoin pareillement. Et les valeurs du centre, qui sont éminemment respectables, seront la pierre angulaire de ce nouveau mode de gouvernement. La nouveauté est bien dans cette capacité de travailler ensemble, même si nous ne sommes pas toujours en plein accord. En France, au vainqueur tous les pouvoirs, et les abus qui vont avec, les nominations des copains... Tous les postes, y compris les postes les plus sensibles, ceux de magistrats au service de l'équité et de la justice dans la société. Tous les corps de contrôle, des copains, tout ceci n'est pas normal. Les abus de pouvoir avec notamment les services de police au service de basses oeuvres qui sont hélas ! l'ordinaire de cette République finissante. Ce n'est pas normal. Nous allons donc construire et imposer une République honnête. Je dis simplement l'honnêteté élémentaire que nous enseignons aux enfants dans les écoles primaires. Nous allons le faire au bénéfice de tous. Tout cela parce que nous sommes indépendants des deux grandes formations qui verrouillent le pays depuis 25 ans. Ils ont commis tous les deux les mêmes errements. Les mêmes abus de pouvoir. Les mêmes, et tour à tour.

Nous ne devons rien à personne. Nous sommes indépendants de ces démarches malsaines. Personne n'a de dossier sur nous, du moins je l'espère. Personne ne nous tient, nous ne devons d'argent à personne. Nous avons choisi une démarche indépendante, une démarche républicaine. Tout le pays en a besoin. La gauche et la droite doivent retrouver le respect des règles élémentaires de la République qu'on enseigne en éducation civique aux élèves du collège.

Je suis pour la séparation des pouvoirs. Je suis pour une Justice indépendante. Je suis pour que le Gouvernement ne puisse plus passer en force à l'Assemblée nationale. Quand vous pensez, dans ce pays normalement adulte et démocratique, à la manière dont les autoroutes ont été privatisées, sans même que le Parlement ait le droit de donner son avis, on le lui a interdit. Je suis allé au Conseil d'Etat pour défendre l'idée qu'il y avait eu là violation de la Loi. On m'a rétorqué que j'avais raison. Qu'on ne pouvait privatiser un bien appartenant à l'Etat sans demander un vote au Parlement, ce qui semble normal quand on sait que ce sont les Français, par leurs impôts, qui ont construit ces biens, ce sont les Français qui s'acquittent des péages, eh bien, le Conseil d'Etat a été

obligé de me répondre que les autoroutes n'appartenaient pas à l'Etat. C'est pourtant l'Etat qui a décidé de la privatisation et c'est l'Etat qui empoche l'argent. C'est dire à quel degré d'oubli des principes élémentaires nous sommes arrivés. Le Parlement n'a pas eu voix au chapitre.

On a également décidé de l'ouverture de l'Union européenne à la Turquie -j'étais contre- sans que le Parlement puisse même dire son mot dans une motion ou dans un voeu. Interdit de dire ce que, sur une des décisions les plus importantes, les représentants du peuple avaient à dire. A quoi servent donc les députés ? A quoi sert l'Assemblée nationale ? A quoi sert le Parlement de la république ?

Je rétablirais le Parlement dans ses droits. La France sera une République, une démocratie digne de ce nom. Et tout le monde respectera les représentants du peuple. Je suis d'ailleurs pour que toutes les tendances soient représentées à l'Assemblée nationale, même celles que je combats. J'ai toute ma vie détesté l'extrémisme. Je préfère avoir l'extrême-droite et l'extrême-gauche représentées à l'Assemblée nationale plutôt que de découvrir un jour comme le 21 avril 2002 le cheminement souterrain que personne n'a contredit et avec qui personne n'a conduit de débats.

Je conteste les positions des uns, les positions des autres. Mais je préfère un débat franc à cette espèce d'ignorance, de mise à l'écart dans lesquelles se fortifient en réalité tous les refus. Qui ont notamment expliqué bien des votes extrêmes dans notre pays.

J'ajoute que je refuserai désormais que le Gouvernement et le président de la République aient le droit de nommer qui ils souhaitent aux postes de contrôle de la République simplement parce que ça leur plaît et que ce sont leurs amis. Je demande qu'on change et que désormais, pour être nommé dans ces fonctions, il faille avoir recueilli un accord très majoritaire des grandes formations du pays. Si l'on veut des arbitres, il faut que les arbitres soient neutres. Je ne veux pas d'arbitres qui soient en réalité partisans.

Voilà la République que nous allons construire ensemble. Elle est toute simple. Elle est au bénéfice de tous les courants, de toutes les sensibilités. Elle est faite pour tous les Français. Chacun y trouvera son compte. Elle sera construite pour durer. Pour qu'enfin nous quittions les affrontements stériles et que nous rentrions de plein pied dans la renaissance.

Je vous remercie de m'avoir accompagné et écouté.